



la Lettre d'ENSEMBLE!

**Le 18 décembre,
dans la rue contre le
racisme**

Alors que Zemmour vient de déverser sa haine contre les immigré.es, notamment musulman.es devant 10000 personnes, que ses supporteurs ont assommé des antiracistes de SOS venus dire « Non au racisme », il importe de réagir.

C'est ce que nous ferons le 18 décembre lors d'une journée antiraciste organisée par de nombreuses associations et organisations. ENSEMBLE ! y sera pour affirmer notre détermination dans le combat contre le racisme, pour soutenir les migrant.es. Comme nous étions dans la rue en novembre pour les droits des femmes. Car ce sont deux combats indissociables.

Nous étions aussi dans la rue le 2 décembre, avec 20 000 retraité.es agissant contre la dégradation des retraites. Le 4 décembre avec les chômeur/ses, dont la situation est dégradée par la « réforme » récente.

En espérant que 2022 sera aussi une année de luttes émancipatrices...



Nous contacter :

contact@ensemble-fdg.org

@Ensemblefrontdegauche

@Ensemble_FdG

Pour LR, Péresse promesse ?



Qui se lamente du lamentable état du PS pourrait considérer comme un lot de consolation celui de LR (dit Les Républicains).

Ce parti, héritier du RPR, qui à 2 exceptions près a fourni à la Vème République tous ses présidents, se voudrait toujours auréolé de l'onction du Général. Peu à voir avec la réalité du présent ! Celle d'un parti à la peine, rétréci, sans vision, perclus de divisions qui sont moins le produit de sérieuses divergences politiques que de la concurrence des égots.

Pourtant le paradoxe est que si LR parvenait à surmonter ces handicaps, il pourrait retrouver les clés de l'Élysée que Macron lui a dérobées. La mathématique électorale en ces temps de crise démocratique veut qu'un candidat issu de ses rangs peut accéder au 2ème tour, et le gagner, face à l'extrême droite certainement, face à Macron peut-être.

De quoi donner le vertige. Et aussi fournir aux caciques de la maison les moyens de réguler la concurrence. D'où le retour au bercail des deux brebis égarées Péresse et Bertrand, et l'obligation faite à ce dernier de renoncer à son ascension en solitaire. Un vote limité aux seuls adhérents (d'où, bénéfice secondaire, le nombre a subitement cru), mais donnant l'illusion d'une primaire qui permet de réunifier le parti, et de propulser, autre bénéficiaire, non pas un mais *une* candidate, .

Et la promesse d'une victoire présidentielle ? L'affirmer serait céder à la précipitation. Un obstacle a été franchi, il en reste de redoutables.

Péresse présente un profil - technocratique, libéral et européiste - fort similaire à celui de Macron. Les ex-LR qui parient sur un second mandat pour Macron ont beau jeu d'expliquer que celle-là manque d'atouts au regard de celui-ci. Mais c'est surtout aux attaques de Zemmour que ce même profil donne prise. La dénonciation est immédiate et violente : cette héritière de Chirac, copie de Macron, qui croira à sa droitisation sur les questions qui comptent (l'immigration, la sécurité, la défense de l'identité française...) ? Autant de promesses bruyantes qui, on le sait depuis Chirac, n'engagent que ceux qui y croient.

En outre avec Ciotti Zemmour dispose d'un relais au plus près de Péresse. Ciotti, "son ami". Contre toute attente arrivé en tête du premier tour du vote des membres de LR, celui-ci apparaît armé et déterminé pour mettre sous pression la candidate officielle.

Bref, pour celle-ci, un équilibre sera difficile à instaurer. Au-delà de LR, ce sont là autant de signaux de fort mauvais augure.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

15 Décembre

Kanaky :



Solidarité Kanaky

12 décembre, retour au colonial

Le référendum du 12 décembre est un échec pour le gouvernement français et sa politique : seuls 44% des électeurs/trices ont voté, les indépendantistes ayant appelé au boycott du scrutin. Le résultat, en faveur du non à l'indépendance, en est, de fait illégitime.

L'incertitude d'un destin commun à construire dans la souveraineté indépendante est aujourd'hui à nouveau la certitude du retour au colonial de peuplement. La présidence Macron avec sa perspective électorale pour 2022, a mis fin au processus de décolonisation douce des Accords de 1988 et 1998, en fixant autoritairement, après 2 référendums qui ont vu la progression du Oui à l'indépendance, la date du troisième au 12 décembre 2021. C'est un déni de l'identité kanak, qui demande un an pour les deuils. Cette date repose sur des chiffres aléatoires d'amélioration de la pandémie du Covid, qui frappe durement le monde kanak et océanien (80% des morts). Ce cynisme colonial est bien celui de la présentation d'un document par le gouvernement français sur les effets du Oui et du Non à charge contre le Non. Ce texte remet en cause la liste électorale spéciale du vote référendaire et des trois provinces qui limite le vote aux natifs pour éviter une domination du vote par des métros qui ne sont là que dans la perspective d'un travail de durée variable. Il subordonne aussi les provinces à celle du Sud, qui rassemble aujourd'hui 202000 habitants des 276000 habitants de l'île et concentre 2/3 des richesses. Il entérine ainsi une forme de partition là où les indépendantistes parlent d'un « pays » à construire.

Le refus de participer à cette élection des organisations indépendantistes est donc légitime à soutenir dans sa perspective de sortie du colonial vers une souveraineté qui associe un destin commun de toutes les communautés.

Le discours du président indépendantiste du gouvernement Louis Mapou met en avant un programme de construction du destin commun de l'ensemble des communautés. Il aborde les inégalités, les besoins d'éducation, de logement, de santé, et d'une perspective écologique qui sorte du verdissement de l'industrie du nickel, mais également l'évolution du statut des femmes. Il met en perspective la construction d'un pays qui rassemble toutes les cultures en les respectant dans leur identité. Ce programme, à soutenir, trouve un écho dans les populations européennes « blanches ».

A la différence de la Guadeloupe, ici, l'institutionnel précède la question sociale. La réalité sociale est cependant dramatique. La fermeture des frontières pendant 20 mois, contre la pandémie, a mis à genou beaucoup de petits entrepreneurs et l'emploi. De nombreuses grèves dans les entreprises d'alimentation ont lieu, face à une mise à mal des statuts du travail et des droits acquis. Si l'USTKE (syndicat kanak) est présent dans ces mouvements qui rassemblent essentiellement des travailleurs.es kanak et océanien.nes, ce sont des intersyndicales qui mènent des mouvements communs avec ceux d'origine européenne dans la fonction publique et la défense de l'emploi local aux natifs, de l'éducation aux entreprises et au Médipôle de santé à Nouméa. Cette distinction est cependant à relativiser par l'importance du métissage.

Les manifestations antivax et contre le passe sanitaire sont à dominante européenne (2000 personnes à Nouméa). Par contre, la jeunesse est dans une autre perspective, avec les luttes écologiques et l'avenir des formations. Ses mobilisations rassemblent les communautés, un commun qui se construit dans la scolarisation. Il en est de même du statut des femmes qui se retrouvent dans la lutte contre les violences conjugales. Le soutien à la revendication de souveraineté indépendante est donc aussi celui d'un avenir social commun de sortie du colonial. La particularité du vote du 12 décembre est l'étrangeté d'un vote qui ne sera pas celui du Oui et du Non mais du taux d'abstentionnistes, et le maintien d'une situation coloniale avec la perspective de son référendum sur le lien avec la France en 2023.